

Que vaut le régime de sécurité sociale en Grande-Bretagne

Edgar Guay

Volume 5, Number 5, February 1950

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1023323ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1023323ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Département des relations industrielles de l'Université Laval

ISSN

0034-379X (print)

1703-8138 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Guay, E. (1950). Que vaut le régime de sécurité sociale en Grande-Bretagne.
Relations industrielles / Industrial Relations, 5(5), 47–48.
<https://doi.org/10.7202/1023323ar>

QUE VAUT LE RÉGIME DE SÉCURITÉ SOCIALE EN GRANDE BRETAGNE ?

EDGAR GUAY

Que vaut le régime de sécurité sociale en Grande Bretagne ? Il serait présomptueux, je crois, de prononcer un jugement de valeur sur une entreprise d'une telle envergure après dix-huit mois seulement de sa mise en application. Il serait d'autant plus osé de le faire que le Britannique lui-même, avec sa prudence proverbiale, répète encore: « Wait and see ». Peut-être ne se prononcera-t-il jamais, car, technicien consommé de l'action, il s'attachera plutôt à transformer le système petit à petit et à le perfectionner pour qu'il rende... C'est ce qui lui importe. On peut se demander, en l'occurrence, si l'utilité immédiate n'est pas le meilleur barème de jugement. Le plan serait ainsi toujours ce qu'il y aurait de mieux pour un moment donné.

Si l'on ne peut, sans manquer à la prudence, juger le système en blanc et en noir, des données historiques peuvent cependant aider à jeter de la lumière sur le développement actuel de ce régime, et, de ce fait, à se former une opinion.

Histoire

Sous le régime du capitalisme libéral, l'administration de la loi des Pauvres ne put jamais prévenir le paupérisme; elle le suscita même à certaines périodes de l'histoire: qu'on se rappelle le système Speenhamland et ses malheureuses conséquences sociales.

En 1795, une assemblée de magistrats réunis au Pelican Inn, à Speenhamland, proposa comme remède aux requêtes constantes d'assistance des travailleurs agricoles, la supplémentation des gages à même les fonds recueillis par la taxe des Pauvres. Cette supplémentation était basée sur le prix du pain et tenait compte du nombre des enfants de la famille du travailleur. Les employeurs de l'époque profitèrent de cette mesure pour baisser les salaires aux niveaux les plus bas, comptant sur les fonds de l'Assistance pour combler la différence. Pour obtenir un emploi, il fallut bientôt être reconnu comme pauvre, parce que l'Assistance publique refusait tout subside ou secours à celui qui était « coupable » de posséder quelque chose.

Une autre conséquence fut la montée vertigineuse du taux de la taxation. Elle atteignit les

six-septièmes de la somme des fonds dépensés par l'administration publique, sans toutefois apporter une solution au problème. Des soulèvements eurent lieu dans le sud de l'Angleterre. Une réforme du régime s'avéra nécessaire. Elle eut lieu en 1834. Mais l'administration ne sut que transformer en institutions quasi-pénales, les maisons de travail destinées par Elizabeth à la réhabilitation des sans-métier. Disraëli, à la suite de la réforme administrative de 1834, s'écria: « Ceci annonce au monde qu'en Angleterre, la pauvreté est un crime ». Et l'institution employée comme moyen de répression des demandes d'assistance, est devenue objet d'opprobre pour les Anglo-Saxons.

La réaction à cette incompréhension des pouvoirs publics devant le problème du paupérisme prit diverses formes. Le mouvement d'aide mutuelle prit de l'ampleur par les nombreuses fondations de Friendly Societies et de coopératives; les classes fortunées s'émurent et tentèrent de combler par leur philanthropie le fossé entre les deux nations du royaume, les riches et les pauvres, décrites dans « Sybil » de Disraëli. Enfin une action politique vigoureuse s'organisa sous divers noms: chartistes, chrétiens socialistes, radicaux de Birmingham, Fédération sociale démocrate. Elle permit l'ascension, aux postes de commande des pouvoirs publics, de chefs issus des classes laborieuses plus ou moins brimées par le régime de la loi des Pauvres et le libéralisme économique. Elle aboutit à cet amalgame appelé aujourd'hui parti travailliste pour réclamer la justice sociale. De tous les mouvements, ce dernier est celui qui possède le plus de puissance et partant le plus d'influence. On prétend même que son action éducationnelle aurait infiltré le parti libéral au point de lui faire perdre toute signification. Cette tactique aurait été employée surtout par la « Fabian Society », oracle du parti travailliste.

Le plus flamboyant des représentants de ce mouvement est Aneurin Bevan, Ministre de la Santé, lequel a des vues assez définies sur l'avenir du plan de sécurité sociale et de bien-être et sur l'attitude à tenir vis-à-vis le parti conservateur. « Des foyers, la santé, l'éducation et la sécurité sociale, voilà votre droit de naissance », a-t-il déclaré aux classes laborieuses. « Aucune flatterie, aucune séduction éthique ou sociale ne pourra éteindre dans

mon coeur le feu de ma haine pour le parti conservateur... » Ce parti représente pour lui le capitalisme.

Il faut s'arrêter un instant pour comparer ce corps de doctrine insufflant un dynamisme nouveau à l'administration présente, avec les idées qui avaient cours au temps de Townsend et de Malthus: « Il semble que ce soit là une loi de la nature, que le pauvre soit plus ou moins imprévoyant afin qu'il soit toujours là pour remplir dans la société les fonctions les plus serviles, les plus sordides, les plus obscures ».

A cause de l'action gouvernementale vigoureuse et envahissante, les mouvements de philanthropie et d'aide mutuelle éprouvent beaucoup de difficulté à exercer leur action bienfaisante. La taxation a en quelque sorte asséché la source de financement de la philanthropie. Et plusieurs oeuvres de bienfaisance doivent modifier leur politique à cause de l'expansion des services sociaux publics. Les sociétés d'aide mutuelle ou Friendly Societies, d'une autre part, voient diminuer leur raison d'être par la nationalisation des assurances.

La situation s'est avérée si grave qu'en 1948, Lord Beveridge, à la demande d'une des plus importantes « Friendly Societies », a présenté au grand public une étude intitulée « Voluntary Action ». Cet ouvrage constitue une tentative pour trouver un terrain propice à l'action de l'aide mutuelle et de la philanthropie, ainsi que les moyens d'une coopération fructueuse avec les services de l'Etat. Il ressort de l'ensemble du rapport que ces mouvements agiront avec le plus d'efficacité dans le domaine des expériences sociales. Ce qui implique une nationalisation constante du résultat de leurs efforts. Toutefois, le rapport reconnaît qu'il y a certaines fonctions sociales que l'Etat ne peut exercer, par exemple, interpréter le citoyen à l'Etat, organiser les loisirs.

Le régime actuel

Voici quelques caractéristiques de l'oeuvre gouvernementale qui peuvent encore aider à discerner les tendances du régime.

On répète souvent, parmi les administrateurs de la sécurité sociale, qu'on adopte telle ou telle mesure pour effacer l'opprobre de la loi des Pauvres. C'est ainsi qu'on explique la générosité de l'Assistance nationale et le grand nombre de ceux qui font appel à ses services. Comme nous l'avons fait remarquer dans un article précédent, cet organisme semble prendre de l'ampleur à cause de l'incapacité relative de l'Assurance nationale à donner le minimum de subsistance demandé par Beveridge. Si l'on examine la structure financière

du système, on constate qu'elle est plutôt rigide. Elle ne peut pas suivre facilement les variations du pouvoir d'achat de la monnaie. A cet égard, un plan où contributions et prestations seraient basées sur un pourcentage du salaire mais non sur un nombre de chelins dont le pouvoir d'achat peut varier au gré des fluctuations économiques, aurait plus de souplesse.

Le secteur du plan qui regarde la santé a soulevé de nombreuses discussions qu'il serait oiseux de répéter ici. Mais on peut rapporter une critique qui semble avoir un fondement. Quelques Britanniques répètent avec humour: « Nous avons un excellent plan de maladie nationale ». Il est vrai que le plan met l'accent sur la médecine curative, mais il n'en reste pas moins évident que l'organisation rationnelle de l'hygiène prénatale et de la puériculture apporte des résultats qu'on ne peut dédaigner. On peut aussi admirer, dans ce secteur, l'esprit de civisme des Britanniques. Dix milles bénévoles siègent dans les comités d'administration répartis dans tout le pays.

Beveridge a toujours dit et répété que la Sécurité sociale ne devait donner qu'un minimum à tous. Mais il semble que le haut coût de l'obtention de ce minimum fait douter des moyens: nationalisation des assurances, de la médecine, des hôpitaux et de tous les autres services connexes. Serait-ce le fait que l'assurance sociale serait devenue tout simplement une redistribution forcée ou artificielle du revenu en services et en espèces au lieu d'être un système de protection mutuelle ?

La nature des relations au sein de la masse des assurés sociaux — on en compte 29 millions plus leurs dépendants — est en quelque sorte déshumanisée. Elle consiste en une série d'opérations comptables. Beveridge déclare lui-même: « Decline of the intensity of inner life is a natural consequence of growth in size ».

Faudra-t-il rechercher une sécurité sociale qui fasse appel et à la force de solidarité des grands nombres et à la richesse des relations des groupes naturels de la société ?

On peut ajouter que le régime présent de sécurité sociale et de bien-être porte en lui-même des éléments de régénérescence. En effet, la sagesse politique de nos amis britanniques a soudé, pour ainsi dire, la structure administrative aux besoins et à la mentalité de la population. Un réseau très serré de comités administratifs et consultatifs, composés de tous les éléments de la nation, éclairent d'une façon constante le gouvernement sur les mesures à prendre. Cette conception organique de l'administration apparaît comme un facteur de continuité et d'équilibre.